

Des chefs d'État, des dirigeants et des militants prennent des mesures ambitieuses pour accélérer la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes et traiter les conséquences de la COVID-19 pour les femmes et les filles :

le Forum Génération Égalité sera à l'origine de réformes majeures et mobilisera plus de 40 milliards de dollars de nouveaux investissements

PARIS – 30 juin 2021. Des chefs d'État et de gouvernement, des dirigeants d'organisations internationales, des militants de la société civile et d'organisations de jeunesse, des philanthropes et des dirigeants d'entreprises du secteur privé se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture du Forum Génération Égalité, qui a lieu du 30 juin au 2 juillet à Paris. Le Forum a lancé un [Plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes](#), conduit par six coalitions d'action, ainsi qu'un mécanisme de suivi de l'Agenda « Femmes, Paix, Sécurité et Action humanitaire », dans le but d'accélérer la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes au cours des cinq prochaines années et de répondre aux risques croissants qui pèsent sur les droits des femmes en raison de la pandémie de COVID-19. Les nouveaux investissements prévus par le Forum, d'un montant de 40 milliards de dollars, représentent la contribution collective la plus considérable jamais réalisée au profit de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau mondial.

Cet événement est le rassemblement mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes le plus important depuis la Conférence mondiale sur les femmes qui s'est déroulée à Pékin en 1995. Il a été ouvert par ses co-organisateur, Emmanuel Macron, Président de la République française, et Andrés Manuel López Obrador, Président du Mexique, ainsi que par António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, et Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, initiatrice du Forum. Kamala Harris, Vice-présidente des États-Unis, Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, Nadia Murad, lauréate du prix Nobel de la paix, Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, et Aya Chebbi, militante féministe tunisienne, comptaient également parmi tous les intervenants de haut niveau de cette cérémonie d'ouverture. La cérémonie a accordé une place centrale aux voix des militants de la société civile et des femmes défenseurs des droits humains. Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État américaine qui défend depuis longtemps l'égalité entre les femmes et les hommes, a participé à un dialogue intergénérationnel avec Julieta Martinez, militante pour le climat.

Le Forum met l'accent sur des engagements concrets, plus particulièrement sur la mise en œuvre et le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes. Au cours de la cérémonie d'ouverture, les chefs d'État et de gouvernement de la France, des États-Unis, du Kenya, de l'Argentine, de la Géorgie, de la Finlande, du Canada, de l'Allemagne et de l'Afrique du Sud, ainsi que des dirigeants de l'Union européenne, d'organisations internationales et du secteur privé, ont annoncé des engagements d'envergure, notamment :

- **40 milliards de dollars supplémentaires de nouveaux investissements qui bénéficieront aux femmes et aux filles**, avec des engagements d'un montant total de 17 milliards de dollars attendus de la part des gouvernements au cours des trois jours du Forum, un engagement de 2,1 milliards de dollars annoncé par la Fondation Bill et Melinda Gates lors de la cérémonie d'ouverture pour faire progresser l'accès des femmes aux postes décisionnels, la santé reproductive et l'autonomisation économique, ainsi qu'un investissement de 420 millions de dollars de la Fondation Ford pour lutter contre les menaces qui pèsent sur les droits des femmes en raison de la COVID-19. La Banque mondiale s'est engagée à réaliser des investissements majeurs au profit de ses programmes dans douze pays africains pour combattre les inégalités entre les femmes et les hommes.

- **La mise en œuvre de réformes et de programmes majeurs pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.** Le président du Kenya a annoncé une stratégie nationale et l'affectation de ressources pour prévenir et combattre les violences sexistes. Le Premier ministre du Canada a présenté l'engagement pris par son pays d'investir dans un système de soins qui profite aux femmes et aux filles, et la Présidente de la Géorgie a exposé sa volonté de piloter un changement de la législation sur la définition juridique du viol. La Vice-présidente des États-Unis a pris des engagements en matière de réformes et de ressources s'agissant des violences sexistes, de la sécurité économique des femmes et des droits et de la santé sexuels et reproductifs.
- **Le lancement de nouveaux mécanismes de coordination** pour faire progresser les enjeux majeurs de l'égalité entre les femmes et les hommes, comme la nouvelle Alliance mondiale pour les soins et l'Alliance pour le financement des mouvements féministes durables.

Le Président Emmanuel Macron, qui s'exprimait en direct depuis Paris, a souligné son engagement d'affronter la crise de l'égalité entre les femmes et les hommes, et a déclaré : « A travers le Forum Génération Egalité, l'objectif de la France est de redire haut et fort, sans concession, que les droits des femmes et des filles sont universels, comme le sont l'ensemble des droits humains, partout, tout le temps. Ce modèle que défend la France n'est pas une négation de nos différences. Il s'agit de réaffirmer qu'aucun relativisme culturel ou religieux, aucun particularisme régional ou identitaire, ne justifie qu'une femme ne puisse jouir des mêmes droits et des mêmes opportunités qu'un homme. Notre méthode pour parvenir à ce résultat est celle d'une action internationale concertée, ce que j'ai appelé un multilatéralisme par les actes ». Le gouvernement français a annoncé un engagement de 100 millions de dollars pour améliorer l'accès aux moyens de contraception et à la planification familiale.

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, s'exprimant en direct de Paris, a salué l'objectif ambitieux du Forum qui constitue une occasion « de corriger un déséquilibre mondial, à l'aide de militants, de décideurs et de personnalités de toutes les générations, pour faire de notre monde une société plus juste et porteuse de plus d'égalité entre les femmes et les hommes. »

S'exprimant également en direct depuis Paris, Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, a noté que « c'est un nouveau chapitre pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Des personnes portées par une impatience radicale dans leur vision du monde se rassemblent dans le but de susciter des changements majeurs, fondés sur des ressources adéquates. Ensemble, unis par la conviction que nous devons prendre des risques et faire les choses différemment, nous redynamiserons le programme d'action de Pékin, qui reste inachevé. »

D'autres engagements financiers, législatifs et programmatiques sont attendus au cours des deux prochains jours de la part de plus d'un millier de porteurs d'engagement de divers horizons. Des engagements philanthropiques supplémentaires sont espérés de la part du Fonds *Co-Impact*, de la *Children's Investment Fund Foundation*, de la Fondation Chanel, du Fonds *Global GreenGrants* et des Fondations *Women's Funding Network* et *Open Societies*. P&G, Unilever, PayPal et Estée Lauder seront au nombre des principaux contributeurs du secteur privé. Un nombre important d'engagements de la société civile et de la jeunesse seront également annoncés. *GirlsForClimate* s'engagera par exemple à mettre en place plus de 100 pôles locaux pour le climat en Ouganda, la *Cameroon Digital Skills Campaign* annoncera des actions de sensibilisation et des mesures pour mettre un terme à la fracture numérique et l'Union féministe égyptienne s'engagera à agir pour l'égalité des droits en matière de divorce et de garde des enfants pour les femmes divorcées. D'autres États annonceront des engagements, notamment l'Allemagne, l'Arménie, le Burkina Faso, le Chili, le Costa Rica, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Islande, la Macédoine du Nord, le Malawi, les Maldives, le Mexique, le Royaume des Pays-Bas, le Rwanda, le Royaume-Uni, la Suède, la Tunisie et l'Uruguay.

Le Forum englobe plus de 110 événements conçus pour stimuler l'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris une scène digitale gérée par les jeunes. Les sessions dédiées aux coalitions d'action, à savoir les six thématiques identifiées comme les plus porteuses de changement pour accélérer l'égalité femmes-hommes (la justice et les droits économiques, la violence basée sur le

genre, l'autonomie corporelle et les droits et santé sexuels et reproductifs, l'action féministe sur la justice climatique, les mouvements et le leadership féministes, les technologies et l'innovation au service de l'égalité femmes-hommes), sont un volet essentiel du programme de l'événement, tout comme le lancement du mécanisme de suivi de l'Agenda « Femmes, Paix, Sécurité et Action humanitaire ».

Le Forum de Paris a déjà attiré plus de 40 000 participants en ligne. Paul Kagame, Président du Rwanda, Melinda French Gates, co-présidente de la Fondation Bill et Melinda Gates, MC Soffia, rappeuse brésilienne, et Anne Hathaway, actrice et ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, interviendront notamment au cours des trois jours d'événements en ligne.

Le Forum de Paris marque le début d'un processus de cinq ans destiné à accélérer la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes ; il constitue un moment décisif de l'engagement de la communauté internationale en faveur des droits des femmes.



In partnership with
civil society
and youth